

Un émissaire de l'ONU au Rwanda - Trêve précaire

Bedford, Julian

Reuters, 23 mai 1994

KIGALI, 23 mai, Reuter - Une trêve est entrée en vigueur lundi dans la capitale rwandaise Kigali pour permettre à un émissaire spécial de l'Onu, le Pakistanais Iqbal Riza, de se rendre sur place, mais les belligérants n'ont toujours pas donné de garanties sur son libre passage par la route en provenance du nord.

Le directeur exécutif civil de la Mission d'assistance des Nations unies au Rwanda (Minuar) Abdul Kabia s'est dit optimiste, faisant remarquer que le cessez-le-feu semblait tenir malgré des violations qu'il a jugées mineures.

Des tirs ont repris à Kigali après une brève accalmie marquant l'entrée en vigueur de cette trêve, décrétée pour 34 heures, à compter de 08h00 locales (06h00 GMT). "Nous ne pensons pas qu'il s'agisse d'une violation majeure de la trêve. Il s'agit de tirs d'armes légères, et non d'un bombardement continuels au mortier. Bien sûr si cela persiste, cela nous préoccupera", a dit à Reuter Abdul Kabia.

"Soit les ordres (concernant la trêve) n'ont pas circulé, soit l'une ou l'autre des parties n'a pas tenu ses engagements vis-à-vis de nous", a-t-il dit, reconnaissant que la visite d'Iqbal Riza n'était toujours pas assurée.

Ce dernier, qui doit voyager par la route accompagné d'un conseiller militaire, le général Joseph-Maurice Baril, vient au Rwanda pour évaluer de quelle façon l'Onu peut faire cesser les massacres et apporter une aide humanitaire au pays.

Le convoi acheminant l'émissaire de l'Onu a franchi la frontière ougandorwandaise lundi en tout début de journée et a entamé aussitôt des négociations avec le président du Front patriotique du Rwanda (FPR), Alexis Kanyarengwe, au Q.G des rebelles à Mulindi.

— Huit pays d'Afrique —

Lorsque ces négociations auront abouti, le convoi doit traverser pour atteindre Kigali 200 km de territoires contrôlés pour l'essentiel par le FPR, mais la présence de forces gouvernementales sur les hauteurs dominant la route constitue toujours une menace.

"Nous sommes ici pour discuter des modalités du nouveau mandat accordé par le Conseil de sécurité de l'Onu", a déclaré l'émissaire des Nations unies à Reuter.

Voici une semaine, le Conseil de sécurité a autorisé l'envoi de 5.500 casques bleus supplémentaires pour tenter de mettre fin aux massacres ethniques au Rwanda et pour apporter une aide humanitaire aux centaines de milliers de personnes déplacées par les combats, qui font rage depuis sept semaines. Lundi matin, huit pays d'Afrique ont fait connaître leur souhait de participer à cette nouvelle force : Zimbabwe, Tanzanie, Ghana, Nigeria, Namibie, Sénégal, Zambie et Congo.

Les massacres sont légion depuis la mort du président du Rwanda, Juvenal Habyarimana, tué dans un attentat contre son avion le 6 avril dernier. Selon les organisations humanitaires, 500.000 morts ont péri et plus d'un million d'autres sont sans abri.

L'Ouganda a proclamé l'état de catastrophe dans trois districts riverains du lac Victoria dimanche et la présidence ougandaise a fait savoir dans un communiqué que 10.000 à 40.000 corps flottaient sur les eaux de ce lac.

Le FPR a lancé une nouvelle offensive depuis leurs bases du nord du pays après la mort du président Habyarimana, qui a culminé dimanche avec la prise de l'aéroport de Kigali et la chute d'un bastion de l'armée gouvernementale dans la capitale. Le FPR cherche désormais à s'assurer l'entier contrôle de la capitale.

/EXF

(c) Reuters Limited 1994